

TECHNOLOGIE

**Biotechnologie : la prudence**

5mins. 6secs.

6

L'Afrique doit s'engager dans l'évaluation scientifique sinon elle court le risque de ne pas profiter des fruits de la technologie.

MÉDIA

**Rédacteurs lauréats du Prix pour la liberté de la presse**

12mins. 9secs.

3

La World Press Review fait honneur à trois rédacteurs sierra léonais. Ils ont risqué leur vie pour la liberté d'expression et les droits de l'homme dans leur pays déchiré par la guerre.

**Réseau Pan-africain d'information lancé par les activistes de média**

9mins.

7

Deux des principales organisations de médias du monde ont lancé un nouveau réseau Pan-africain d'information e-mail pour soutenir la liberté de la presse. Mais ce n'est que le début.....

**Nouvelle technologie World Space pour la radio africaine**

6mins. 5secs.

4

Les stations de radio africaines peuvent maintenant diffuser au-delà de leur frontières et régions reconnues pour se faire entendre partout dans le monde grâce à une nouvelle technologie de satellite globale.

FEMMES

**Mutilation des organes génitaux des femmes : la situation**

10mins.

9

On ne peut jamais trop parler d'une chose surtout quand il s'agit de la santé, de la tradition et des droits de l'homme. Malgré les informations diffusées tous les jours sur la mutilation des organes génitaux (FGM), on n'en sait que trop peu, chose surprenante.....

**Nouveau rapport sur les préjugés contre les femmes**

12mins. 8secs.

8

L'égalité entre les sexes constitue toujours un grand problème dans le monde, selon un rapport des Nations unies.

**Programme 2003 des femmes nigérianes**

10mins.

5

Les femmes nigérianes s'activent pour une plus grande participation aux prochaines élections.

SANTÉ

**Virologue pas d'accord avec la pénurie d'investissements dans la recherche sur le vaccin anti-Sida**

7mins.

4

On a dénoncé le peu de fonds consacré aux travaux de recherche sur le vaccin anti-Sida en Afrique. C'était au cours d'un colloque au Sénégal.

## *Environnement*

POLLUTION

**Appel pour une loi sur la protection de l'ozone**

4mins.

6

Une ONG demande au gouvernement ghanéen de promulguer une loi sur la protection de l'ozone au terme du Protocole de Montréal sur la sécurité de la couche de l'ozone.

CATASTROPHE

**Glissement de terrain dans l'Etat d'Anambra. Bilan: 17 blessés et 300 sans abris**

3mins.

7

Un glissement de terrain provoqué par l'érosion dans un village nigérian se solde par une tragédie.

CONSERVATION

**Premier janvier 2001, journée de lutte contre le déboisement en Tanzanie** 6mins. 8  
Les Tanzaniens se proposent de nouvelles mesures pour la réhabilitation de la couverture forestière épuisée du pays

**Service de la nature pour la campagne contre le titane** 6mins. 16secs. 10  
Au Kenya, le Département de la nature se prononce en faveur de la décision gouvernement interdisant l'exploitation du titane dans le district de Kwale

POINT DE VUE

**Point de vue d'une femme** 6mins. 6secs. 11  
Cette nouvelle chronique examine des questions importantes relatives à l'environnement et au développement d'une perspective personnelle. Madame Owusua s'attarde sur la prostitution

*A noter.....*

MÉDIAS

**Relancement de la Voix du Nigéria** 7mins. 6secs. 11  
La station de radio internationale du Nigéria a été relancée. Une nouvelle image et une attitude plus optimiste sont prévues

CONSERVATION

**Don de la Suède pour la conservation de la nature en Namibie** 3mins. 12  
C'est une somme de 750.000 de dollars namibiens que l'ambassadeur suédois en Namibie s'engage à fournir pour la conservation de la nature en Namibie

**Un fonds de \$150 millions EU pour la protection des points chauds biologiques** 1min. 5secs. 12  
La Banque mondiale et deux organisations de conservation annoncent le lancement d'un nouveau fonds pour garantir la sécurité des points chauds biologiques menacés du monde.

SANTÉ

**Report de la conférence africaine sur le sida** 5mins. 13  
Une grande conférence africaine sur le sida et le développement autrefois prévue pour octobre à Addis-Abéba a été reportée.

*Globalisation*

**Conférence africaine sur les réformes pénales** 1min. 13  
C'est le Cameroun qui va abriter la conférence historique sur l'effet de la globalisation sur les réformes pénales

*Pour les enfants*

**Mboma et l'Ane** 10mins. 7secs. 13  
L'hippopotame montre à l'Ane que rira bien rira le dernier!

*Et pour terminer*

Célébrons la sagesse de l'expérience africaine avec ces citations et un mot sur la conservation 14

**Rédacteurs lauréats du Prix pour la liberté de la presse**

**12mins. 9secs.**

La World Press Review a honoré trois rédacteurs en chef sierra léonais qui ont risqué leur vie pour la liberté de la presse et les droits de l'homme au cours des neuf dernières années de guerre dans leur pays. Il s'agit de Paul Kamara de For Di People, de Philip Neville (Standard Times) et de David Tam-Baryoh (Punch). Ils ont reçu le Prix international de la rédaction de l'année aux Nations unies à New York des mains d'Olara Otunnu, sous secrétaire général de l'Onu et représentant spécial chargé des enfants et des conflits armés. M. Otunnu a déclaré que les trois personnes méritent bien le prix. On ne peut pas décrire les difficultés rencontrées par les journalistes et les citoyens du pays et pourtant ils ont fait preuve de courage et d'engagement, ce qui a encouragé et incité le peuple à s'opposer à une junte militaire.

La rédactrice en chef de la World Press Review Alice Chasan a rendu hommage aux trois hommes pour leur professionnalisme. « Travaillant dans des conditions les plus difficiles, Paul Kamara, Philip Neville et David Tam-Baryol ont fait preuve de persévérance malgré tout pour la promotion de la morale de la profession. Ils ont bien joué le rôle du journaliste qui oeuvre pour des conditions favorables à la démocratie et à l'ordre constitutionnel dans son pays. Ils ont aussi bravé la mort à la poursuite de cet objectif. Ils sont de véritables héros » dit-elle. Philip Neville a fondé le Standard Times en 1994 et a été arrêté et détenu à plusieurs reprises. En 1997, lui et son personnel sont partis dans la clandestinité tout en poursuivant la publication du journal. Neville sera plus tard forcé de s'exiler. Après le rétablissement du gouvernement Ahmed Tejan Kabbah en 1998, il regagne le pays. Mais les éléments du RUF vont envahir la capitale, Freetown et Standard Times fera l'objet d'attaque pour la couverture des activités des rebelles. Le bureau du journal sera incendié et le nouveau rédacteur, Paul Mansaray sera tué à coup de hache, sa femme violée et tuée et leurs enfants seront aussi massacrés. Neville s'est vu de nouveau forcé à partir en exil pour ne rentrer en Sierra Leone que l'année dernière. Paul kamara, quant à lui, a été menacé et emprisonné pour son indépendance de journaliste. Il a été pris dans une embuscade et blessé au pied par les militaires en 1996. Dès son retour après des soins médicaux à l'étranger en 1997, le gouvernement élu du pays a été renversé et il va poursuivre ses opérations dans la clandestinité. Il évite la capture par les soldats de AFRC qui détruisent son bureau et occupent sa résidence. En 1996 David Tam-Baryol a lancé le journal Punch et sans plus tarder, il est devenu la cible d'attaque de la part des rebelles du RUF et du gouvernement militaire, AFRC. Détenu à trois reprises, il se voit obligé de se cacher et au moment où les journalistes sont pourchassés et tués pour la couverture de la guerre, il s'exile d'abord en Guinée, puis au Ghana. Recevant le prix, Tam-Baryol a déclaré qu'il l'acceptait au nom de 15 journalistes morts pendant la guerre en Sierra Leone – neuf des journalistes étaient tués par les rebelles, trois sont morts en prison, un était exécuté et les autres sont membres de la presse internationale. Evoquant d'une voix touchante, son expérience en tant que journaliste qui assistait aux souffrances de ses collègues et de ses compatriotes, Tam-Baryol a déclaré qu'il lui a fallu encore beaucoup réfléchir pour pouvoir se ramener à écrire facilement de la réconciliation. Pendant une période de 10 ans, il n'avait fait que rapporter la guerre et « faisant le même reportage tout le temps – le rapport de la souffrance », il avait presque oublié les autres devoirs d'un reporter : « Demande-moi de préparer une chronique économique – je me trouve en brousse, » dit-il en plaisantant.

A noter que la World Press Review décerne le prix de la rédaction de l'année aux rédacteurs à l'extérieur des Etats Unis en reconnaissance de « l'esprit d'initiative, de courage et de leadership pour la promotion de la liberté et la responsabilité de la presse, des droits de l'homme et de la morale de la profession du journalisme ». Parmi les précédents lauréats africains, le Nigérian Dapo Olorunyomi, ancien rédacteur de The News à Lagos, et Fred M' membre de The Post de la Zambie, les deux en 1995. Le magazine mensuel basé à New York est publié par la Fondation Stanley de Muscatine dans l'Iowa. Il oeuvre pour la promotion de la liberté et la justice à travers des programmes de média et d'éducation.

**Un virologue regrette les faibles investissements consacrés aux recherches sur les vaccins anti-sida 7mins.**

Le Président du Réseau Afrique occidentale et centrale de recherche sur le Sida, le Sénégalais Souleymane Mboup déplore la faible priorité réservée aux travaux de recherche sur les vaccins anti-Sida en Afrique. 24.3 millions de personnes seraient victimes de la maladie en Afrique sub-saharienne. Le Professeur Mboup a révélé au cours d'un Séminaire de trois jours destiné aux chercheurs de 14 pays ouest africains à Dakar au Sénégal qu'on attribue aux recherches sur les vaccins anti-Sida à peine 1% des fonds consacrés à la lutte contre le Sida. Le Professeur Mboup, l'un des tous premiers scientifiques qui ont isolé le VIH du type 2 retrouvé généralement en Afrique occidentale et en Inde, a particulièrement regretté le manque d'engagement de la part des sociétés privées à la recherche d'un vaccin anti-Sida. Il a expliqué l'incapacité des chercheurs de trouver un vaccin efficace par la « grande variété du VIH et des sous-types » du virus du Sida en Afrique. Il a fait remarquer, cependant, qu'une douzaine de vaccins anti-Sida sont actuellement à l'étude et que les résultats préliminaires de la première phase de trois essais seraient publiés d'ici un an.

Parlant des drogues antirétrovirales qui ont contribué à la réduction d'un tiers de la mortalité due au Sida dans les pays du Nord, Mboup a indiqué que les médicaments se trouvent encore rarement en Afrique à cause des coûts élevés allant de \$10.000 à 15.000 EU pour chaque malade par an. Il s'est félicité de la décision à la mi-mai par cinq grands laboratoires pharmaceutiques de procéder à une réduction considérable des prix de leurs drogues destinées aux pays pauvres. Il a aussi fait l'éloge de la Fondation Rockefeller des Etats Unis qui a financé le Séminaire pour son intérêt aux travaux des chercheurs dans les diverses sous régions de l'Afrique afin de l'élaboration de son programme d'intervention dans le secteur VIH/Sida en Afrique.

Le ministre sénégalais de la Santé Abdou Fall a, dans un message, évoqué la pauvreté et les conflits armés parmi les facteurs responsables de la propagation de la maladie. Il a exhorté les pays à oeuvrer pour l'amélioration des conditions socio-économiques qui contribuent à la progression de la pandémie. M. Fall a cité le Sénégal et l'Ouganda où il existe de bons programmes anti-Sida, mais souligne qu'il faut un peu plus d'efforts pour l'éradication de la maladie au niveau de chaque état de l'Afrique.

*Panafrikan News Agency*

**Une nouvelle technologie World Space pour les radios africaines 6mins. 5secs.**

Les Stations de radio africaines peuvent maintenant émettre au-delà de leur frontière reconnue pour se faire entendre partout dans le monde, cela grâce à une nouvelle technologie de Satellite mondiale développée par une Société américaine, World Space Corporation. La technologie relie la réception directement au satellite.

Selon le directeur des opérations techniques de la Société, Daniel Obam, World Space est la toute première facilité audio multi média conçue et destinée à l'Afrique compte tenu de la portée locale des émissions de ses radios. Il a confié à la PANA que la technologie World Space a été conçue avec l'Afrique en vue à cause de ses campagnes éloignées et de ses infrastructures moins développées. « Aussi longtemps que le ciel est au-dessus de vous, votre poste peut capter n'importe quelle station de radio que vous désirez écouter, et nous sommes prêts à amener les populations et communautés africaines à s'adapter au 21ème siècle, » déclare Obam. La Société a été créée par Noah Samora en 1990 sous le nom de AfriSpace pour s'occuper des problèmes de l'Afrique tels le VIH/Sida. Mais actuellement, elle assure des émissions en direct par satellite des services de programme multi-média et audio numérique pour de nouveaux marchés moins desservis du monde. Evoquant le fonctionnement de la technologie, Obam a déclaré que le système a recours à la transmission audio en direct par satellite comme quoi des facilités de format

numérique dont la réception multi-média, de vidéo à bande étroite et audio mobile sont utilisées pour la réussite d'une liaison en direct par satellite des émissions à travers de petites stations isolées. M. Obama a exhorté les stations de radio nationales et régionales à profiter de la nouvelle technologie pour se faire entendre partout dans le monde. Il a aussi remarqué que les technologies actuellement en opération pour la propagation des informations comportent des faiblesses préoccupantes en cette période de globalisation. « La nouvelle technologie permettrait à l'Afrique d'entrer en compétition, sur un même pied d'égalité, avec le reste du monde car l'information est le pouvoir, » a-t-il laissé entendre.

Déjà, Afristar, le programme qui couvre l'Afrique, offre à l'auditeur 42 choix de stations de radio africaines par faisceau, et double et triple même le nombre là où les deux ou trois faisceaux se croisent avec des stations de relais au Bénin, en Egypte, (l'Union de radio et de télévision égyptienne), au Ghana, au Kenya, au Sénégal et en Afrique du Sud. Il faut aussi citer l'Australie, la Chine, l'Allemagne, l'Indonésie, Singapour et le Royaume Uni.

*Panafrican News Agency*

### **Programme 2003 des femmes nigérianes**

**10mins.**

Les 14 et 15 septembre, 2000, le groupe Partenaires communautaires pour le développement, CPD, a organisé un colloque sur la participation active des femmes dans la politique au Nigéria. C'est en prévision des élections générales de l'an 2003. Avec pour thème, « Programme femme 2003 », le colloque témoignait de la participation des représentantes de toute la couche sociale du pays dont responsables de gouvernement, politiciennes, banquiers, femmes d'affaires, journalistes, avocates et représentantes des ONGs.

La Présidente du groupe CPD, Madame Ime Essien Udom a indiqué que le colloque a pour objectif d'encourager davantage de femmes à embrasser la politique. Parmi les points saillants du colloque, une séance consacrée au documentaire, *Against the Odds*. Il s'agit là d'une réalisation de *Communicating for Change* dans le cadre d'une série du Fonds de fidéicommis de la télévision pour l'environnement, *Rhetoric to Reality*, une exposition des défis confrontant les femmes de politique.

Des femmes qui occupent actuellement des postes politiques dans le pays ont fait part de leur expérience de politicienne dans un domaine dominé par les hommes. Chief Josephine Anenih, chef de file des femmes du Parti Démocratique du Peuple, (PDP) au pouvoir a évoqué l'opposition à laquelle elle fait face de la part des hommes membres du parti. Elle a aussi révélé, chose ironique, que la plupart des opposantes, sont aussi ses collègues qui sont de femmes. Mme Anenih a, par ailleurs encouragé les femmes à s'engager de plus en plus dans la politique et à ne pas attendre à s'y être invitées. Elle a noté que bien que les femmes doivent lutter trois fois plus fort que les hommes, elles ne doivent pas se laisser jusqu'à ce qu'elles remportent la victoire. Une autre femme, Chief (Mme) Nkechi Nwaogwu du Parti du Peuple Avancé, (APP) a parlé des dangers de la politique tels assassinats et menaces violentes de l'opposition.

Cependant le colloque a fait l'éloge du gouvernement qui a nommé des femmes à des postes clés aux niveaux national et étatique. Selon des chiffres disponibles, il s'agit là d'une progression et d'une amélioration encourageantes quant à la participation des femmes dans les gouvernements. On en compte 2 femmes ministres déléguées, 4 ministres d'Etat, 3 femmes Députés, 15 femmes membres des Assemblées législatives de tous les 36 Etats et au moins une femme commissaire dans chaque Etat de la fédération. Bien que le chiffre soit encourageant, on reconnaît que c'est encore trop peu.

Dans son discours, le ministre d'Etat aux Affaires féminines et au Développement des jeunes, le Dr. Bekky Igwe estime très faible la participation des femmes aux dernières élections générales 1998/99. Elle a conseillé aux femmes de profiter du système démocratique pour se faire entendre. Pour un journaliste, le

Dr Reuben Abati, les médias ont contribué aux préjugés contre les femmes par leur reportage. Il a donc exhorté les groupes de femmes à solliciter la coopération des maisons de média et des journalistes. Elles doivent aussi se déclarer tôt pour la politique au lieu de le faire à la dernière minute. Les femmes devraient par ailleurs s'impliquer dans les activités juridiques et des droits de l'homme.

A la fin du colloque de deux jours, les participants ont adopté des stratégies qui renforceraient la participation des femmes aux prochaines élections générales. Il s'agit de programmes d'éducation des femmes, de mobilisation des femmes par les femmes et d'orientation des hommes et des membres de familles pour le soutien aux femmes qui s'intéressent à la politique.

*CFC*

### **Biotechnologie : la prudence**

**5mins. 6secs.**

Est-ce que l'Afrique perd les gains de la technologie ? Les participants à un symposium en Afrique du Sud sur la biotechnologie alimentaire ont souligné le besoin d'un système de sécurité. Il faut des règles scientifiques, transparentes et flexibles. La biotechnologie peut renforcer l'agriculture et garantir la sécurité alimentaire mais certains scientifiques de la région conseillent la prudence quant à la mise en application des politiques régissant l'emploi.

La biotechnologie est le recours au processus biologique pour le développement de divers produits à l'aide d'une variété de techniques impliquant l'usage et la manipulation des organismes vivants. Et puis les produits sont exploités en quantité commerciale. Il s'agit de la sélection eugénique comme quoi les gènes sont transférés et isolés pour devenir une certaine super variété du produit définitif. Parmi les techniques les plus générales, la culture de tissus ou de cellules, le clonage et les méthodes de fermentation, la fusion de cellules, le transfert de l'embryon et la sélection eugénique. La biotechnologie s'emploie aussi pour la production des antibiotiques et des variétés de cultures qui se font rapidement.

Les scientifiques participant au colloque sur « la Biotechnologie alimentaire : les Réalités et l'Avenir », à Midrand en Afrique du Sud, sous l'égide d'Africabio, une organisation non gouvernementale, ont souligné le besoin d'un système de sécurité biotechnique aux niveaux national et international. Ils sont convenus qu'un bon système de sécurité doit se composer des règles qui prennent en considération l'intérêt du peuple, comportent un processus de révision et fournissent des réactions. Etant donné que la plupart des pays de la région ne disposent d'aucun programme de sécurité biotechnique, les participants reconnaissent que les règles doivent être scientifiques, transparentes et flexibles. Il faut aussi renforcer la compétence et la confiance du peuple impliqué. Quand à lui, le Dr John Kilama, président du Global Biodiversity Institute basé à Washington, « l'Afrique doit s'engager dans l'évaluation scientifique de la biotechnologie sinon elle court le risque de se passer des bénéfices de la technologie.

*Newslink Africa.*

### **Appel pour une loi sur la protection de l'ozone**

**4mins.**

Au Ghana, les Friends of the Earth (FOE) et la national Association for Refrigeration and Air Conditioning Workshop Owners (NARWOA) demandent au gouvernement de promulguer une loi pour le contrôle de l'ozone en vertu du Protocole de Montréal sur la protection de la couche de l'ozone. Dans un communiqué, les organisations ont affirmé que la mesure permettrait à l'Agence de protection de l'environnement de mettre en application son programme d'élimination de substances qui réduisent l'ozone dans le pays. Selon FOE, des Sociétés qui s'intéressent directement dans cette affaire sont responsables du blocage d'une telle loi qui est à l'étude depuis les trois dernières années. Les sociétés pensent que si une telle loi est adoptée, il leur sera difficile d'importer des congélateurs et des frigidaires d'occasion. Selon FOE, le gouvernement a reçu des subventions estimées à plus de \$450.000 EU pour la mise en application d'un

tel programme mais n'a rien fait jusqu'à présent. La NARWOA regrette le manque d'engagement et de volonté politique de la part du gouvernement qui n'arrive toujours pas à s'adresser aux problèmes et aux obligations évoqués dans le Protocole de Montréal. Les deux organisations ont donc exhorté le gouvernement à l'action pour l'adoption de la loi en question. A noter qu'au terme du Protocole de Montréal, les pays en développement sont tenus de geler l'emploi de toutes les substances qui diminuent l'ozone au niveau fixé en 1999 et de les réduire par la suite jusqu'à l'élimination totale en 2010.

*Accra Mail*

**Glissement de terrain dans l'Etat d'Anambra : bilan 17 morts et 300 sans abris 3mins.**

Un glissement de terrain a fait 17 morts et 300 sans abris dans un village nigérian. L'incident s'est produit à Amakor, Nanka dans le Département d'Orumba North de l'Etat d'Anambra. Il aurait été provoqué par des pluies torrentielles qui ont balayé plusieurs bâtiments et provoqué la perte de biens se chiffrant à des millions de naira, selon M. Peter Adakah, responsable de la Circonscription II de Nanka. M. Adakah qui a effectué une tournée de la région touchée en compagnie du président du département, Chief Hyacinth Onwuchekwe a regretté les grandes pertes issues de l'érosion de la ravine de longue date. Il a fait part de sa préoccupation face aux souffrances des populations et a demandé au président du Département de communiquer aux autorités fédérales et étatiques et aux agences internationales le besoin de secours d'urgence aux victimes. Le président a de son côté, souligné que les populations de Nanka avaient de par le passé donné l'alarme au sujet de l'érosion qui menaçait des zones résidentielles et s'étonne que les gouvernements précédents n'aient rien fait pour sauver la situation. A noter que le commissaire à l'Habitat et à l'Environnement de l'Etat, chief Nkwo Nnabuchi avait au cours d'une conférence de presse donné l'alarme quant au problème de l'érosion allant s'empirer. Il avait lancé un appel vibrant aux autorités fédérales pour une intervention urgente car l'Etat ne dispose pas de ressources financières pour résoudre le problème.

*All Africa. Com*

**Un réseau Pan-africain d'information pour les activistes de média 9mins.**

Deux des principales organisations internationales de promotion des médias viennent de lancer un nouveau réseau pan-africain d'information e-mail pour soutenir la liberté de la presse et un média indépendant plus solide en Afrique. La World Association of Newspapers (WAN) et les Reporters Sans Frontières (RSF) ont déclaré que le nouveau réseau RAP 21 est le tout premier groupe de discussion continental du genre créé avec l'assistance de l'Union des éditeurs de l'Afrique Centrale afin de faciliter un échange d'idées et d'information en Afrique. L'initiative est la suite de la réussite d'un tel projet régional par l'Institut de média de l'Afrique australe (MISA) qui facilite les contacts entre les journaux et les journalistes au sein de la communauté du développement de l'Afrique australe. RAP 21, qui est l'acronyme français du réseau de presse africain pour le 21ème siècle, sera composé de journalistes et de chefs exécutifs des médias qui travaillent pour la presse indépendante et facilitera le tout premier contact « en direct » avec le monde extérieur pour des centaines de professionnels qui mènent leurs opérations isolés de leurs collègues ailleurs dans le monde. Le réseau, apprend-on, servira aussi d'un système d'alerte pour les attaques contre la liberté de la presse sur le continent et publiera des renseignements et des informations sur les perspectives de gestion et de formation.

L'incapacité de promouvoir une communauté d'intérêt et un forum pour le dialogue qui relie les éditeurs, les rédacteurs et les journalistes du continent constitue une grande préoccupation pour la presse indépendante en Afrique, » déclare le directeur général de WAN, Timothy Balding. « On peut maintenant avoir recours aux grandes facilités extraordinaires moins chères de e-mail et de l'Internet pour promouvoir des contacts permanents entre les médias africains. » Le secrétaire général du RSF, Robert Ménard a ajouté que les organes qui jouent le rôle de gardien de la société ne feraient que recourir aux journalistes et

aux activistes des médias pour renforcer les pressions sur les gouvernements et améliorer le temps qu'ils mettent avant de réagir. Les 100 membres fondateurs du RAP 21 annoncent donc l'engagement de l'organisation à une mobilisation proactive des journalistes africains pour la défense et la promotion de la liberté de la presse. L'Organisation entend aussi décerner un Prix annuel de média africain aux individus et aux organisations qui ont contribué à la promotion de la liberté de la presse. Il faut aussi ajouter l'assistance et du secours moral aux journalistes menacés ou emprisonnés, la création d'un programme permanent d'échange d'informations et d'articles. Aussi le média africain sera encouragé à avoir accès au site Web de l'Organisation. Les responsables du RAP 21, dont WAN et RSF, fourniraient des services techniques et de gestion aux maisons d'édition privées africaines, ceci pour accroître le nombre de lecteurs, améliorer les stratégies de marketing et de publicité et les ressources humaines et la gestion financière. Les maisons d'édition seront encouragées à s'engager dans des programmes d'éducation et de formation d'associations alors que RAP 21 servira d'agence de distribution d'informations des agences de développement à la presse africaine pour son développement. Si vous désirez participer au projet RAP21, adressez votre demande par e-mail au Coordinateur Gamal Niang à rap21@wan.asso.fr.

*African Eye News Service (South Africa)*

**Premier janvier, 2001 Journée de lutte contre le déboisement en Tanzanie** **6mins.**

La Tanzanie prévoit de nouvelles mesures pour la réhabilitation de la couverture des forêts du pays menacées par le commerce illégal du bois et l'exploitation insensée des produits forestiers. Le gouvernement a donc désigné la date du 1er janvier, 2001 Journée nationale de reboisement. Toute la population participera à l'exercice de plantation d'arbres et à d'autres activités de reboisement. Le ministre des Ressources naturelles et du Tourisme, Zakia Meghji a déclaré qu'on attendait encore l'annonce officielle de la Journée par le Président Benjamin Nkapa. A noter que la couverture des forêts tanzaniennes n'a cessé de se détériorer conséquence du commerce illégal du bois et de l'exploitation aveugle des produits des forêts. Le bois représente encore la plus grande source d'énergie du pays, soit plus de 90% des réserves du pays. Des feux de brousse provoqués par des cultivateurs impatientes ambitionnés de défricher d'un seul coup de vastes zones boisées menacent aussi la couverture des forêts du pays.

Mais à l'heure actuelle, les choses ont changé, précise Meghji qui ajoute que la Journée nationale de plantation d'arbres cadre avec la nouvelle politique et orientation du gouvernement. Selon elle, la Journée nationale de reboisement renforcera les efforts du gouvernement quant à la mise en application de la campagne nationale de plantation d'arbres lancée en avril par M. Nkapa. La campagne visait la plantation de 100 millions d'arbres avant fin 2000. Actuellement la Tanzanie perd quelques 300.000 à 400.000 hectares de forêts par an conséquence de l'exploitation insensée du bois. La destruction de la couverture forestière est particulièrement alarmante dans les régions rurales où se pratiquent généralement l'élevage animal et la culture sur brûlis. Les régions nord ouest et du centre du pays sont particulièrement menacées par la désertification.

Meghji a révélé que les régions en question, déjà en proie à la sécheresse, courent le risque de devenir des zones désertiques à moins de mesures urgentes pour renverser la situation. Nkapa a souligné l'importance de l'exercice de plantation et d'entretien d'arbres pour la conservation de l'environnement et il a donc demandé aux Tanzaniens de planter davantage d'arbres. Le même appel a été lancé aux milliers de réfugiés bloqués dans les régions ouest de Kigoma. Les réfugiés consomment autant de bois que leurs hôtes tanzaniens.

*Pan African News Agency*

**Nouveau rapport sur les préjugés contre les femmes** **12min. 8secs.**

L'inégalité entre hommes et femmes limite les potentialités des individus, des familles, des communautés et des nations. C'est la conclusion d'un nouveau rapport du Fonds des Nations unies pour la population(FNUP). Evoquant la portée des préjugés contre les femmes dans son rapport annuel 2000,

FNUP a souligné que l'éradication des préjugés contre les femmes se révèle une priorité urgente de développement et de droit de l'homme. Malgré les grands progrès du 20ème siècle, la discrimination et la violence contre les femmes et les filles se pratiquent toujours dans plusieurs cultures du monde. Transmise d'une génération à l'autre la conception du « véritable homme » et de « la place de la femme » est acquise tôt dans la vie et difficile à corriger, » déclare FNUP.

Selon le rapport, les femmes et les filles partout dans le monde ont difficilement accès à l'éducation et aux soins de santé. Des millions d'entre elles sont victimes d'abus et de violences, leurs droits ne sont pas protégés, elles jouissent de moins de facilités médicales que les hommes et elles sont privées de chances au travail et sont moins payées que les hommes pour le même travail. Lors de la présentation du Rapport à Londres, le Dr Nafis Sadik, directeur exécutif du FNUP a déclaré, « le Rapport de cette année transmet un message très simple qui se résume ainsi « le prix de l'inégalité est trop élevé à payer ». Sadik ajoute, « il en ressort que dans tous les pays du monde, l'inégalité, la discrimination et la violence contre les femmes affectent non seulement les femmes et les hommes mais aussi les familles, les communautés et les nations en général ».

Près de 70% des pauvres sont des femmes et on estime qu'ici 20 ans, le nombre de femmes pauvres dans 41 pays en développement serait 17 fois plus élevé que le nombre d'hommes pauvres. Il existe deux fois plus de femmes illettrées que d'hommes et en moyenne, les femmes perçoivent 30 à 40% moins de salaires que les hommes pour le même travail. Les deux tiers des 300 millions d'enfants au monde qui ne vont pas à l'école sont des filles. Généralement, au moins une femme parmi trois a été battue, violée ou maltraitée d'une manière ou autre, précise le rapport. Et poursuit en maintenant que la violence constitue une menace à long terme pour des millions de filles et de femmes dans le monde. Et encore au rapport d'ajouter que cette violence est souvent pratiquée par des partenaires intimes ou des membres de familles.

Selon le rapport, « la violence s'explique par des normes de sexe, et des opinions déformées sur les rôles et les responsabilités de l'homme et de la femme dans la société ». Le document cite des études partout dans le monde qui font état d'une « tendance générale » pour expliquer la violence. Selon le rapport les femmes sont souvent malmenées quand elles désobéissent à leurs maris, ou quand elles leur donnent des réponses insolites ou encore refusent d'avoir des rapports sexuels avec eux. Elles sont aussi battues si le repas n'est pas prêt à temps ou qu'elles ne prennent pas bon soins des enfants ou du foyer ou encore pour avoir posé des questions au sujet de l'argent ou des copines des maris ou si elles se rendent quelque part sans permission ». Une étude conduite au Ghana montre que 43% d'hommes et 50% de femmes justifient un homme qui a battu sa femme pour avoir utilisé des contraceptifs à son insu. Des chiffres publiés par l'Organisation mondiale de la santé (Oms) en juin révèlent que la violence interpersonnelle représente la seconde cause de décès chez les femmes âgées de 15 à 44 ans en 1998. Le document indique qu'une femme enceinte parmi quatre a été malmenée. Au Nigéria près de 30% de femmes sont victimes d'abus physique et en Ouganda le chiffre est alarmant avec 57%. Mais il ne s'agit là que des cas signalés et malgré le nombre croissant de cas de viol et d'autres formes de violence sexuelles, plusieurs incidents ne sont pas signalés à cause de la réaction des agents de l'ordre. Les auteurs du rapport estiment que moins de 30% de tous les cas de viol en Afrique du Sud sont signalés. A noter que l'Afrique du Sud enregistre le plus grand nombre de cas de viol dans le monde. Pour le rapport du FNUP, s'adresser à : <http://www.unfpa.org/swp/swpmain.htm>

*UN Integrated Regional Information Network*

---

### **Mutilation des organes génitaux des femmes: la situation (un éditorial )**

**10mins.**

Plusieurs sociétés en Afrique et en Asie s'adonnent à la mutilation des organes génitaux des femmes, autrement dit la circoncision des femmes. Partout dans le monde, quelques 130 millions de filles et de

---

jeunes filles ont subi cette opération pénible et dangereuse et deux millions d'autres sont en danger. La mutilation des organes génitaux se pratique dans 28 pays d'Afrique où la fréquence varie généralement de 5% en République Démocratique du Congo à 98% en Somalie et dans la Péninsule arabique et dans la région du Golfe. Elle a aussi lieu parmi des groupes minoritaires en Asie et des femmes immigrées en Europe, au Canada et aux Etats Unis. Essentiellement, la mutilation des organes génitaux se réfère à l'ablation de tout ou d'une partie du clitoris ou d'autres organes génitaux. Les pratiquants de la forme la plus extrême, l'infibulation, enlèvent le clitoris et les deux muscles labiaux et recoudent les deux côtés de la vulve, ne laissant qu'une petite ouverture pour le passage de l'urine et du sang menstruel. L'infibulation représente 15% de tous les cas de mutilation des organes génitaux à Djibouti, en Somalie et au Soudan. D'autres formes moins sévères impliquent l'enlèvement d'une partie ou de tout le clitoris ou du clitoris et des lèvres intérieures. Près des 3/4 de jeunes filles victimes de cette pratique inhumaine ont subi l'une ou l'autre de ces formes moins radicales. Cette violation terrible s'explique par la conviction acquise comme quoi il faut contrôler la sexualité des femmes et préserver la virginité des filles pour le mariage. Dans certaines sociétés, les hommes n'épousent pas les filles incircuncisées parce qu'elles sont jugées « impropres » et accusées de laxisme sexuel. Cette opération est souvent effectuée dans des conditions peu sanitaires et les victimes ne sont pas anesthésiées. C'est aussi un exercice extrêmement pénible et il peut provoquer une infection sévère, le choc ou même la mort. Si la fille n'est pas morte, elle peut éprouver des rapports sexuels très pénibles, ce qui est dégradant pour sa personne.

La réduction de l'expérience sexuelle d'une femme par la mutilation constitue un problème de santé physique et mentale pour les femmes et entrave le développement de relations plus approfondies et satisfaisantes entre les deux partenaires. Dans l'immédiat, les risques pour la santé sont l'hémorragie de l'artère du clitoris, l'infection, la rétention de l'urine et l'empoisonnement du sang provoqué par les instruments d'opération non stérilisés qui sont souvent rudimentaires. D'autres complications à long terme sont dues à la fermeture partielle de l'ouverture du vagin et de l'utérus, qui provoque l'infection de l'appareil urinaire et du système reproductif et la douleur au dos et au pelvis. Lorsque la fille a été victime de la forme la plus extrême, elle court le risque d'éprouver des difficultés d'accouchement et de mourir en couches. Dans certains cas, la mutilation conduit à la stérilité. Une étude menée au Soudan montre que les femmes qui ont subi cette pratique courent deux fois le risque de devenir stériles que celles qui ne l'ont pas été. Ceci est dû à la maladie d'inflammation du pelvis issue d'infections répétées causées par la rétention de l'urine et du sang menstruel qui circulent dans le système reproductif provoquant l'inflammation et des cicatrices dans les trompes utérines. Dans les sociétés traditionnelles, la stérilité est une condition humiliante car la valeur d'une femme se mesure par sa capacité de faire des enfants.

*The independent (Banjul)*

### **Département de la nature pour la campagne contre le titane**

**6mins. 16secs.**

Le Département de la Nature du Kenya s'est prononcé en faveur de la décision du gouvernement de suspendre l'extradition du titane à Kwale. Lors d'une tournée du barrage de Kighombo dans la circonscription de Mwatate du Département de Taita Taveta, le directeur du département de la nature Nehemiah Rotich a annoncé que l'exploitation des mines provoquerait de sérieux dégâts écologiques. Le Dr Rotich a indiqué que des parties indépendantes devraient tout d'abord étudier les effets écologiques des activités d'exploitation du titane avant le démarrage du projet.

« Au terme du projet de loi sur l'environnement, il faudrait une étude indépendante et approfondie pour déterminer l'impact de tout projet qui pourrait avoir des conséquences néfastes sur l'environnement et la santé humaine », précise le Dr Rotich. C'est là la position du Département de la Nature. Les résultats de l'étude menée par le groupe Tiomin Resources, la société canadienne qui s'intéresse au projet, ne sont pas encore distribués à toutes les parties directement intéressées dans l'affaire pour examen. On peut ainsi

parler de divergence de position. Ainsi, a-t-il déclaré, la situation est chargée de soupçon, ce qui donne à croire que le rapport ne reflète pas la vérité quant aux dégâts écologiques que le projet pourrait provoquer dans la région. Il a déclaré, « je n'ai pas eu l'occasion d'étudier le rapport de Tiomin, je ne peux donc pas dire si le rapport est objectif. Mais il serait important qu'une telle étude soit conduite par un groupe indépendant d'écologistes qui n'ont aucun intérêt direct dans le projet. Il serait ridicule de se prononcer sur cette affaire en ne se basant que sur le rapport de Tiomin. Il revient à la même chose que de demander à un accusé de se juger lui-même. » Le patron du département a souligné qu'on n'a pas encore bien défini le projet d'exploitation du titane à l'attention des parties qui y sont directement intéressées, dont écologistes et leaders, ce qui met en question l'intention de la compagnie canadienne. Il y a deux semaines, le ministre de cabinet Marsden Madoka a annoncé la décision du gouvernement de suspendre les travaux du projet en attendant le règlement de certains problèmes épineux. M. Madoka a annoncé son opposition à toute proposition de céder le terrain à la compagnie canadienne car une telle action ne ferait qu'aggraver le problème des squatters dans la région.

*The Nation (Namibie)*

### **Point de vue d'une femme**

**6mins. 6secs.**

Quand je vois « ma soeur » qui s'habille court, les cheveux coupés ras avec un décolage plongeant qui semble vouloir retrouver l'ourlet de la jupe, portant des chaussures à hauts talons et le visage plus maquillé que celui d'un cadavre, je me dis « va l'arrêter. » Il ne s'agit pas là d'expressions d'encouragement et pourtant je ne peux pas me permettre de la décourager ou dissuader d'une profession qu'elle a choisie ou qu'elle a embrassé sans la vouloir. Oui, on peut se voir imposé certaines professions par erreur ou par les circonstances et il y en a plusieurs dans notre société. Je vois des femmes qui ne croient pas à l'éducation, n'encouragent pas leurs filles à aller à l'école mais font des suggestions subtiles en demandant aux filles « d'aller voir un tel vieux qui travaille dans une banque. » Une fille de 15 ans qui a abandonné ses études, qu'est-ce qu'elle a à foutre avec un tel vieux monsieur ? Peut-être elle part chercher un emploi. Cet emploi pour lequel il ne faut qu'un corps sans aucune qualification professionnelle ?

Un autre cas. La maman souffre d'une maladie incurable. La fille enfant de 15 ans est devenue le seul soutien de famille. Même si elle décide de rester à l'école, on ne peut pas payer ses scolarités car la maman avait aussi abandonné ses études et fut une mère adolescente et ne peut donc pas être employée..... (dire ici que l'histoire se répète ?). Aussi cruel qu'il paraît, c'est la vérité et la vérité fait mal. Je l'ai bien dit, je ne peux pas les décourager car c'est une chose de tenter de les amener à se rendre compte des dangers du voyage qu'elles ont entamé et tout à fait une autre de trouver une solution au problème. Supposons qu'elles se rendent dans les rues et qu'elles ne trouvent aucun « client » ? C'est trop demander de nos hommes. Peut-être ! Quoi qu'il en soit, l'appel a été lancé et d'une façon vraiment démocratique, vous pouvez choisir de faire partie du problème ou de la solution.

*Akosua Owusua in the Acc Mail*

## ***A Noter.....***

### **Relancement de la Voix du Nigéria**

**7mins. 6secs.**

La Radio internationale nigériane, la Voix du Nigéria (VON) a été relancée. Participaient à la cérémonie de relancement le 21 septembre, 2000 à Abuja, la capitale fédérale du Nigéria, les représentants de gouvernement dont le Vice-président Alhaji Atiku Abubakar, des journalistes de radio et des académiciens. La VON a lancé un nouveau logo, un nouvel indicatif, de nouvelles directions, une nouvelle stratégie de partenariat international, un nouveau programme horaire et une meilleure réception globale. Le directeur général de VON, M. Taiwo Allimi a déclaré que la nouvelle vision de l'Organisation a pour objectif une radio internationale de premier ordre pour toute personne qui s'intéresse à la nation nigériane et à l'Afrique. Sa mission est aussi « celle de diffuser les informations d'une perspective nigériane et africaine... de façon

à s'attirer et à maintenir l'intérêt, le respect et la bonne volonté des auditeurs partout dans le monde, particulièrement les Nigériens et les Africains dans la diaspora... faisant ainsi entendre l'opinion du Nigéria d'une façon positive pour le progrès de la race humaine. »

La VON a été créée en 1961, ceci à cause du rôle croissant du Nigéria dans les affaires du continent africain et par le besoin d'avoir un réseau digne du nom pour la propagation des informations authentiquement africaine dans le monde. Le service avait commencé avec deux heures d'émissions par jour vers l'Afrique de l'Ouest. En 1990, VON est devenue autonome et en 1996 elle a commencé par émettre vers tous les pays du monde. Actuellement en expansion, VON a noué des relations de coopération dans les domaines de la formation et de l'échange des programmes avec Radio France Internationale, la Voix de l'Amérique et DeutscheWelle. Elle exploite déjà la technologie WorldSpace pour l'amélioration des réceptions locales et internationales pour le compte de près de 4,6 milliards d'auditeurs dans le monde. Justifiant la nouvelle identité de la station, M. Allimi déclare « je me suis rendu compte que dans notre monde d'aujourd'hui, il faut nouer des relations de partenariat avec d'autres stations de radio internationales pour pouvoir partager la vision de ce que la radio de notre époque doit représenter. Cela dit, j'ai reconnu ensuite l'importance du dialogue avec d'autres travailleurs de la radio comme quoi cette vision qui est la nôtre doit faire de la radio un organe qui met moins d'accent sur les guerres et les conflits dans le monde au profit du développement et de la paix du monde. »

CFC

**Don de la suède pour la conservation de la nature en Namibie** **3mins.**

L'ambassadeur suédois en Namibie Gunilla Hesselmark et le directeur exécutif du Fonds pour la nature en Namibie, Chris Brown ont signé un accord impliquant \$107.913,67 EU pour la conservation de la nature. Mme. Hesselmark a annoncé que le fonds sera présenté aux Namibiens et aux organisations directement intéressés dans la conservation de leur environnement. Elle a annoncé l'intention du Fonds local suédois pour la nature d'accorder une aide financière aux populations locales du pays afin de les aider à trouver une solution aux problèmes écologiques dans leur région grâce à des programmes de protection de l'environnement. Elle a exhorté la population locale à engager des projets écologiques qui seraient une source de revenus pour elle. Hesselmark a annoncé qu'une somme de \$259.000 EU qui fait partie du budget 2000 a été consacrée aux projets écologiques en Namibie. En 1999, près de 65 projets proposés ont été reçus et le Fonds namibien pour la nature, par le truchement de l'ambassade suédoise a dépensé une somme de \$90.459 EU pour 18 des projets. Parmi les projets financés dans le cadre de la première phase, un parc de famille à Wahaheda à Windhoek, des pépinières communautaires, des centres d'éducation écologiques et des jardins botaniques.

*Panafrikan News Agency*

**\$150 millions EU pour la sécurité des points chauds biologiques** **1min. 5secs.**

Un nouveau fonds de \$150 millions EU pour une meilleure sécurité des points chauds biologiques menacés des pays en développement a été lancé. Il s'agit là d'une initiative conjointe de la Conservation Internationale, (CI), la Banque mondiale et la Global Environment Facility (GEF). Le fonds dénommé Critical Ecosystem Partnership Fund (CEPF) porte essentiellement sur les points chauds biodiversités. Il s'agit de régions bien menacées où se trouvent quelques 60% de toutes les variétés d'espèces terrestres éparpillées sur 1,4% seulement de l'ensemble de la surface de la planète.

*WWF*

## *Dépêche....*

**Report de la conférence africaine sur le Sida** **5mins.**

Une grande conférence africaine sur le Sida et le développement autrefois prévue pour octobre à Addis-Abéba va maintenant avoir lieu du 3 au 7 décembre 2000. Le forum africain pour le développement

---

(ADF) sous le thème, « Sida : le grand défi de leadership, » a été reporté afin de faciliter une participation active par les Africains. L'information a été annoncée par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) qui organise la conférence en collaboration avec l'Onusida, le Pnud, l'Unicef et la Banque mondiale. La conférence servira de forum pour le renouvellement d'engagement à la lutte contre le Vih/Sida en Afrique. Y sont attendus, quelques 1.500 leaders, décideurs et organisations de sociétés civiques africains sans oublier des séropositifs, des chercheurs, les représentants du secteur privé et les partenaires au développement de l'Afrique. Selon la CEA, la conférence portera sur les rôles et les responsabilités concrets des leaders africains vis-à-vis d'une réponse africaine à la pandémie.

« L'ADF 2000 viendra compléter les efforts en cours par les pays africains et leurs partenaires au développement en vue de la lutte contre le Vih/Sida, cela pour combler l'écart constaté », précise l'agence. Il s'agit d'une occasion unique pour l'Afrique et ses partenaires de tirer profit des résultats de la plus récente conférence internationale sur le Sida à Durban en Afrique du Sud. Le Forum se propose d'aider les Africains engagés dans la lutte anti Vih/sida à partager leurs expériences et à tirer leçons de bonnes politiques des pays qui se mesurent comme il faut à la hauteur de la tâche, que constitue la lutte contre la Pandémie.

*Panafrican News Agency.*

### **Conférence africaine sur les réformes pénales**

**1min.**

Une conférence africaine sur les réformes pénales est prévue pour la capitale camerounaise, Yaoundé du 23 au 25 novembre, 200. Le thème de la conférence : « Les effets de la mondialisation sur les réformes pénales en Afrique. Pour plus de renseignements, s'adresser au coordinateur, Mukete Tahle, Itoe à [www.geocities.com/tmukete](http://www.geocities.com/tmukete)

*Le Courrier*

## ***Pour les enfants***

### **Mboma et l'Ane**

**10mins. 7secs.**

Il y a longtemps, l'Ane et Mboma, l'hippopotame, furent de bons amis et broutaient ensemble au bord d'un fleuve. Un jour lorsque le fleuve fut bas, l'Ane regarda loin de l'autre côté du fleuve et vit des cultures vertes alléchantes. Avant l'arrivée de Mboma le matin, l'Ane traversa le fleuve peu profond en éclaboussant et mangea les cultures savoureuses à sa faim. A son retour le soir, Mboma observa son ventre ballonné et lui demanda, « Où-étais-tu ? »

« J'ai traversé le fleuve, mon ami, pour aller là où poussent des cultures délicieuses. Tu vas venir avec moi, demain ? »

« Bien sûr », répondit Mboma « ne va pas sans moi ». Le matin, l'Ane et Mboma se rencontrent et traversent le fleuve. En route, l'Ane fit apprendre à Mboma qu'il y avait un homme qui surveillait les cultures jour et nuit. « Mais calme-toi et mange, mon ami, » l'Ane le rassura, « je vais faire le guet et je vais braire dès l'approche du garde. Dès que tu m'aurais entendu, quitte le champ aussi vite que possible ».

Mboma remercia l'Ane pour sa gentillesse, croqua et mâcha aussi vite qu'il pouvait jusqu'à ce qu'il entendit le braiment de l'Ane. Il quitta le champ en courant et se dirigea vers le bord du fleuve qu'il traversa pour se cacher dans l'eau de la mare. Ceci se passa encore le lendemain et le jour suivant. Mais Mboma allait se rendre compte que l'Ane ne se trouvait ni derrière ni devant lui au moment où il fuyait à l'approche supposée du garde. Il lui vint tout d'un coup à l'esprit que son ami essayait de se faire garder autant de récoltes que possible en lui faisant manger un peu seulement avant de braire pour le forcer à évacuer le champ. Le garde n'était nulle part et l'Ane ne s'est pas enfui – oh, no – il resta seul derrière, mangeant comme il voulait. Mboma ne dit aucun mot à propos de son soupçon et les choses continuaient comme ça jusqu'à l'arrivée des pluies et la montée du fleuve.

L'Ane serait alors obligé de rester de l'autre côté : le fleuve était devenu profond et coulait rapidement et il ne pouvait pas nager. Il maigrissait et s'affamait chaque jour parce qu'il y avait peu d'herbes près du fleuve et celles-là même, n'avaient pas de goût comme les produits cultivés. Entre temps, Mboma grossissait parce qu'il pâturait dans les champs cultivés et mangeait à sa faim tous les jours.

« Tu dois revenir manger les cultures, Ane, » dit-il. Regarde-toi, tu maigris alors qu'il y a assez de nourritures à travers le fleuve. »

« J'aurais aimé le faire », soupira-t-il, « mais tu sais que je ne peux pas nager. »

« Oh, pas de problème, » dit Mboma, « comme tu es mon ami, je vais te faire traverser le fleuve en te transportant sur mon dos. »

Ainsi l'Ane monta sur le dos de Mboma et ils commencèrent la traversée. Tout allait bien jusqu'au milieu du fleuve quand Mboma poussa un cri, « c'est très profond ici et je ne peux plus toucher le fond. » Il alla au fond, emportant l'Ane. Mboma traversa le fleuve en foulant le fond mais l'Ane qui ne pouvait ni nager ni s'empêcher de respirer comme Mboma, se noya dans le fleuve.

L'amitié entre les Anes et les hippopotames n'a jamais repris.

*Shangani folktales*

## ***Et pour terminer***

Célébrons la sagesse de l'expérience africaine avec ces citations.

### **Les conséquences**

Qui vend le sable pour le sel se verra payer les cailloux pour l'argent

Nigéria

Qui donne sa tête pour faire casser une noix de coco ne doit pas espérer à en partager

Nigéria

### **La tromperie**

Si vous voulez faire incendier votre maison, votre ennemi va vous prêter une allumette

Zimbabwe

### **L'amitié**

Le sourire est l'arme la plus puissante pour le combat de la vie

Ghana

*More African proverbs*

Et un mot sur la conservation

*Il y a un argument solide comme quoi la création a droit à sa propre existence indépendamment de l'usage humain... il y a aussi un autre argument esthétique concernant la beauté de la nature mais on reconnaît une chose, belle ou pas, une espèce a le droit de survivre pour la simple raison qu'elle doit être là.*

Peter Kramer,

Directeur, WWF Conservation

The New Road, 1988